

Vicevoorzitter en minister van Werkgelegenheid, Onderwijs, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Kansengelijkheid en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De minister van Ambtenarenzaken, IT, Administratieve Vereenvoudiging, belast met kinderbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De minister van Volkshuisvesting, Lokaal Bestuur en de Stad,  
Ch. COLLIGNON

De minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Rurale Renovatie en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Documenten van het Waalse Parlement, 1478 (2023-2024) Nr. 1 t/m 4

Integraal verslag, plenaire vergadering van 25 oktober 2023

Debat.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48517]

### 23 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 30 mai 2013 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

Vu le rapport du 4 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 7 avril 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné en séance le 1<sup>er</sup> juin 2023 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 21 juin 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale n° 846 du Comité de secteur XVI, établi le 8 septembre 2023 ;

Vu l'avis 74.517/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'IFAPME et de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

#### TITRE 1<sup>er</sup> — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le code : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

2° l'IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises créé par le décret wallon du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

3° FORMAFORM : le centre multi-partenarial de développement des compétences des professionnels de l'orientation, de la formation, de l'insertion socioprofessionnelle et de la validation des compétences, créé par l'accord de coopération conclu le 10 mars 2022 entre la Commission communautaire française et la Région wallonne ;

4° le service alternance : le service organisé par l'IFAPME, qui informe, oriente, outille et accompagne les apprenants et les entreprises tout au long du parcours de formation, en ce compris en amont et en aval de celui-ci ;

5° le responsable de service alternance : le collaborateur A5/1, premier attaché, chargé des missions prévues à l'alinéa 2 ;

6° l'assistant de référent IFAPME : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 3 ;

7° le référent IFAPME : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 4 ;

8° le conseiller pédagogique : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 5 ;

9° l'ancienneté de métier : les services effectifs que l'agent a accomplis à titre statutaire ou contractuel et sans interruption volontaire dans le métier concerné ;

10° la mutation : la mutation au sens de l'article 71 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

11° la mutation interne IFAPME : le passage d'un agent d'un métier à un même métier dans une nouvelle affectation géographique au sein de l'IFAPME, dans un même niveau ;

12° l'expérience professionnelle utile : l'expérience professionnelle acquise dans le secteur ou les secteurs d'activités visés par l'emploi à conférer ;

13° l'organisme : l'organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

14° agent certifié SELOR : Agent ayant suivi le trajet de certification tel que défini par le SELOR permettant à l'organisme de mener ses sélections au sens de l'article 42 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat.

Le responsable de service alternance est chargé de coordonner et de manager l'ensemble des collaborateurs du ou des services alternance qui relèvent de sa responsabilité et d'organiser et développer l'activité et les ressources de l'équipe concernée afin de garantir un service de qualité en matière d'alternance et l'atteinte des objectifs fixés par l'IFAPME. Il interagit avec les autres services et directions de l'IFAPME et des Centres de formation IFAPME et il veille à optimiser l'articulation entre les missions du service alternance et les missions du Centre de formation IFAPME dans le cadre de la gestion de l'alternance.

L'assistant de référent IFAPME est chargé d'appuyer le référent IFAPME dans ses missions en assurant l'accueil dans une dynamique réseau, en communiquant les informations de première ligne et en assurant les suivis adéquats tout en étant le garant de la qualité des informations et de leur traçabilité.

Le référent IFAPME est chargé d'accueillir, informer, accompagner et encadrer l'apprenant tout au long de son parcours de formation. Il est le garant de la qualité de la formation en alternance et assure l'articulation et l'intermédiation entre le centre de formation, l'entreprise et l'apprenant. Le référent IFAPME contribue à ce que les apprenants atteignent le niveau de qualification professionnelle et la certification ciblés afin de favoriser leur insertion socioprofessionnelle ou la mise en œuvre de leur projet entrepreneurial. Il est également chargé d'informer, d'accompagner et de soutenir les entreprises partenaires de la formation et, en particulier, les tuteurs.

Le conseiller pédagogique est chargé d'établir et d'actualiser les référentiels de formation et d'évaluation qui répondent aux besoins de compétences des apprenants ainsi que des entreprises et organisations, de contribuer et de veiller à la qualité des formations qui concernent les secteurs professionnels dont il a la charge, en ce compris les compétences des formateurs et la qualité des équipements. Il assure une veille des évolutions techniques, technologiques, réglementaires et environnementales en vue de l'actualisation des référentiels de formation et d'évaluation. Il accompagne les acteurs de la formation pour favoriser la mise en œuvre de celle-ci et traiter les problématiques qui peuvent survenir. Il contribue aux actions de développement et promotion des secteurs concernés. Il veille à l'application des réglementations en vigueur, afférentes à l'IFAPME et aux missions de celui-ci.

**Art. 2.** Sous réserve de l'application des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières d'application dans le présent arrêté, le code est applicable aux agents et aux stagiaires de l'IFAPME.

**Art. 3.** Les dispositions par lesquelles le Gouvernement modifie, complète ou remplace des dispositions du code sont applicables de plein droit aux agents et aux stagiaires de l'IFAPME, sauf si elles affectent des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières dans le présent arrêté.

**Art. 4.** Pour l'application à l'IFAPME du code, il y a lieu de substituer aux mots qui figurent dans le code et qui sont repris dans la colonne de gauche, les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite comme suit :

Région	IFAPME
Service public de Wallonie	IFAPME
Services du Gouvernement	IFAPME
Secrétaire général	Administrateur général
Gouvernement ou Ministre dans les dispositions ne leur conférant pas un pouvoir réglementaire et hormis les compétences dévolues au Gouvernement et au Ministre dans le cadre du Livre II du code relatif au régime de mandat pour les fonctionnaires généraux en ce qui concerne les mandats d'administrateur général.	Comité de Gestion

Les substitutions des mots, telles que visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas aux dispositions du Titre VI du Livre 1<sup>er</sup> du code, sous réserve des articles 21 à 23 du présent arrêté.

**Art. 5.** L'article 305, § 1<sup>er</sup>, du code n'est pas applicable à l'IFAPME.

## **TITRE 2 — Dispositions particulières**

### **CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Du statut des agents de l'IFAPME**

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 9 du code, il peut être pourvu, pour l'IFAPME, par recrutement :

1° aux emplois de directeur et aux emplois d'encadrement de premier attaché ou de responsable de service alternance ;

2° directement au rang B2, aux emplois relatifs au métier de référent IFAPME, selon les conditions définies à l'article 9, § 4 ;

3° directement au rang A5, aux emplois relatifs au métier de conseiller pédagogique, tel que défini à l'article 9, § 2.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, du code, sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par mutation d'office, il est pourvu, pour l'IFAPME, à la vacance d'un emploi de directeur successivement par :

1° la mutation à la demande d'un agent de même grade qui appartient au cadre organique où l'emploi est vacant, et la promotion par avancement de grade d'un agent qui appartient au cadre organique où l'emploi est vacant ;

2° la promotion par avancement de grade d'un agent issu d'un autre cadre que celui de l'IFAPME et de ses organigrammes, mobilité interne ou externe ;

3° le recrutement en application de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Par dérogation à l'article 14, § 2, du code, sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par mutation d'office, il est pourvu, pour l'IFAPME, à la vacance d'un emploi d'encadrement de premier attaché ou de responsable de service par :

- 1° la mutation et la promotion par avancement de grade d'un agent qui appartient au cadre organique où l'emploi est vacant ;
- 2° la promotion par avancement de grade d'un agent issu d'un autre cadre que celui de l'IFAPME et de ses organigrammes, mobilité interne ou externe ;
- 3° le recrutement en application de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 15 du code, pour le métier de conseiller pédagogique, sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par mutation d'office, il est pourvu, pour l'IFAPME, à la vacance d'un emploi successivement par :

- 1° la mutation ;
- 2° le recrutement.

§ 2. Par dérogation à l'article 15 du code, pour le métier de référent IFAPME, sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par mutation d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi successivement par :

- 1° la mutation interne IFAPME ;
- 2° le recrutement en application de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Par dérogation à l'article 15 du code, pour le métier d'assistant de référent IFAPME, sous réserve du droit de l'autorité de pourvoir l'emploi par mutation d'office, il est pourvu à la vacance d'un emploi successivement par :

- 1° la mutation interne IFAPME ;
- 2° le recrutement.

#### CHAPITRE 2. — *Du recrutement à l'IFAPME*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du code, pour pouvoir être recruté au grade de directeur, le candidat remplit les conditions suivantes :

- 1° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donnent accès au niveau A, conformément à l'annexe III du code ;
- 2° justifier d'une expérience professionnelle utile de huit ans.

§ 2. Par dérogation à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, du code, pour pouvoir être recruté au métier de conseiller pédagogique de rang A5, le candidat remplit les conditions suivantes :

- 1° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donne accès au niveau A, conformément à l'annexe III du code ;
- 2° justifier d'une expérience professionnelle de quatre ans dans le secteur ou les secteurs d'activités visés par l'emploi à conférer ;

3° être porteur d'un des titres pédagogiques suivants ou équivalents :

- a) un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou supérieur ;
- b) un diplôme d'instituteur primaire ;
- c) un certificat d'aptitude pédagogique ;
- d) un certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur ;
- e) un certificat pédagogique délivré ou reconnu par l'IFAPME ou FORMAFORM.

§ 3. Pour pouvoir être recruté au métier de responsable de service alternance de rang A5, le candidat est porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donnent accès au niveau A, conformément à l'annexe III du code.

Outre les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du code et les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le candidat justifie d'une expérience professionnelle utile, soit celle acquise dans les domaines de l'encadrement d'une équipe ou dans la gestion de matières ou d'activités en lien avec l'insertion socioprofessionnelle, l'action sociale, la formation ou le coaching, de six années.

§ 4. Pour pouvoir être recruté au métier de référent IFAPME de rang B3, le candidat est porteur :

- 1° soit, d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donnent accès au niveau B, conformément à l'annexe III du code ;
- 2° soit, d'un diplôme ou d'un certificat d'études qui donnent accès au niveau C, conformément à l'annexe III du code assorti d'une ancienneté de métier d'assistant de référent IFAPME de six années.

Outre les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du code et les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour pouvoir être recruté directement au rang B2 dans le métier de référent IFAPME, le candidat justifie d'une expérience professionnelle utile, celle acquise dans les domaines de la formation, de l'enseignement, de l'insertion socio-professionnelle, de l'accompagnement de personnes en formation ou du conseil en matière d'orientation professionnelle, de quatre années, s'il est détenteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études ou d'un autre titre en rapport avec le niveau B selon le tableau figurant à l'annexe III du code.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux candidats visés au paragraphe 4, 2°, du présent article.

#### CHAPITRE 3. — *Du stage à l'IFAPME*

**Art. 10.** Pour l'application de l'article 23bis du code aux stagiaires de l'IFAPME, la Direction des Ressources humaines de l'IFAPME est exclusivement compétente pour l'exercice des missions suivantes :

- 1° assurer l'évaluation et le suivi des stagiaires de l'IFAPME, en appui des responsables dont relèvent les stagiaires ;
- 2° encadrer, en soutien et avec les maîtres de stages, les stagiaires dont elle assure l'évaluation et le suivi ;
- 3° désigner, au sein de l'IFAPME et après la validation du comité de direction, les maîtres de stages, lesquels assurent la bonne intégration et le suivi des stagiaires.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du code aux stagiaires de l'IFAPME, les rapports d'évaluation des stagiaires des niveaux A et B sont établis collégalement par l'agent de rang A4 au moins dont le stagiaire relève, et le directeur des ressources humaines de l'IFAPME ou son délégué, qui est désigné parmi les agents de la Direction des Ressources humaines.

Les rapports d'évaluation des stagiaires de rang A4 sont établis collégalement par l'Administrateur général et, le cas échéant, par l'agent de rang A3 dont relève le stagiaire.

Les rapports d'évaluation des stagiaires de rang A5 sont établis collégalement par l'agent de rang A4 dont le stagiaire relève et par le directeur des ressources humaines de l'Institut ou son délégué.

§ 2. Pour l'application de l'article 24, § 2, du code aux stagiaires de l'IFAPME, les rapports d'évaluation des stagiaires des niveaux C et D sont établis par l'agent de rang A4 au moins dont le stagiaire relève.

L'agent de rang A4 au moins transmet les rapports d'évaluation au directeur des ressources humaines de l'IFAPME.

Le directeur des ressources humaines de l'IFAPME prête son concours aux agents chargés de l'évaluation des stagiaires des niveaux C et D.

**Art. 12.** Pour l'application de l'article 28 du code aux stagiaires de l'IFAPME, lorsqu'il ressort d'au moins un des deux rapports de stage que le stagiaire ne satisfait pas au stage, le comité de direction peut, dès avant la fin du stage :

1° décider d'une prolongation du stage, pour une durée qui ne peut pas excéder la moitié de la durée initiale du stage ;

2° décider d'une mutation au sein du cadre organique ;

3° proposer au comité de gestion, qui décide, de notifier, par courrier recommandé, son licenciement.

En cas de prolongation du stage, un rapport complémentaire écrit est transmis au comité de direction au plus tard un mois avant la fin du stage.

La mutation entraîne de plein droit la prolongation du stage pour une durée qui ne peut pas excéder la moitié de la durée initiale du stage.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 29 du code, il est institué une commission des stages propre à l'IFAPME, composée comme suit :

1° des fonctionnaires généraux de l'IFAPME ou de leur délégué ;

2° du directeur des ressources humaines ;

3° de l'agent de rang A4 au moins dont le stagiaire relève.

L'administrateur général assure la présidence de la commission.

§ 2. La commission est saisie par le directeur des ressources humaines de l'IFAPME lorsque les rapports d'évaluation font apparaître que le stagiaire ne satisfait pas au stage.

Après avoir entendu le stagiaire, la commission peut décider de prolonger le stage ou de muter le stagiaire.

La commission peut proposer au comité de gestion le licenciement du stagiaire, après l'avoir entendu.

L'administrateur général notifie, par courrier recommandé, sans délai la proposition de licenciement au stagiaire.

Le stagiaire dispose d'un recours devant la chambre de recours visée à l'article 186 du code.

Le comité de gestion rend sa décision dans un délai de quarante jours à dater de la réception de l'avis de la chambre de recours, rendu dans les délais visés à l'article 200 du code.

L'absence de décision endéans ce délai est réputée favorable au stagiaire.

#### CHAPITRE 4. — *De la carrière à l'IFAPME*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne le métier de référent IFAPME, par dérogation à l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du code, est promu par avancement de grade au grade de gradué principal, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de métier de quatre ans ;

2° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée ;

3° justifier d'une évaluation favorable.

Par dérogation à l'article 56, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du code, est promu par avancement d'échelle de traitement à l'échelle B1/1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de métier de huit ans au rang B2 ;

2° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée ;

3° justifier d'une évaluation favorable.

§ 2. En ce qui concerne le métier de conseiller pédagogique à l'IFAPME, par dérogation à l'article 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du code, est promu par avancement d'échelle de traitement à l'échelle A5/1bis, l'agent qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter une ancienne de métier de huit ans ;

2° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive non radiée ;

3° justifier d'une évaluation favorable.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 71 du code, la mutation interne IFAPME a lieu à la demande de l'agent qui s'est porté candidat à un emploi. L'appel à candidatures à la mutation interne IFAPME est envoyé par courrier électronique par la Direction des Ressources humaines de l'Institut. La procédure d'appel à candidatures ne peut être lancée entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août.

La candidature à tout emploi doit remplir les conditions suivantes :

1° être déposée dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la date de la publication de l'appel à candidatures ;

2° si elle porte sur plusieurs emplois, mentionner l'ordre de préférence de l'agent candidat ;

3° être motivée.

§ 2. La mutation interne IFAPME à la demande de l'agent est décidée par l'administrateur général sur avis conforme motivé du comité de direction, établi sur la base de la motivation du candidat et de l'adéquation du profil de fonction.

§ 3. L'agent ne peut pas bénéficier d'une mutation interne IFAPME avant un délai de deux ans à dater de l'attribution de chaque affectation géographique.

#### CHAPITRE 5. — *De la formation à l'IFAPME*

**Art. 16.** Outre ce que prévoit l'article 88 du code, il existe au sein de l'IFAPME une Direction des Ressources humaines qui dispose des attributions suivantes :

1° assurer l'évaluation et le suivi, en appui des responsables concernés, des stagiaires de l'IFAPME ainsi que la gestion administrative des dossiers de ces derniers ;

2° organiser les actions de formations spécifiques d'initiative ou à la demande des directions de l'IFAPME, sur la base de l'accord donné par le comité de direction de l'IFAPME ;

3° dans le cadre de la progression de carrière des agents, en concertation avec l'agent de rang A3 dont relèvent les agents concernés, concevoir et assurer la mise en œuvre des actions de formation en ce qui concerne les métiers de référent IFAPME, de conseiller pédagogique et d'assistant de référent IFAPME ;

4° concevoir et mettre en œuvre les formations au programme de stage pour les métiers de référent IFAPME, de conseiller pédagogique et d'assistant de référent IFAPME ;

5° concevoir et mettre en œuvre, après accord du comité de direction, les formations de carrière des responsables de service.

**Art. 17.** Outre ce que prévoit l'article 90 du code, le directeur des ressources humaines de l'IFAPME met en œuvre les programmes de formation spécifiques à l'IFAPME et encadre les stagiaires, en appui des responsables de ceux-ci. Il assure cet encadrement des stagiaires en soutien des maîtres de stage qui assurent la bonne intégration et le suivi du stagiaire.

**Art. 18.** Pour l'application à l'IFAPME du chapitre II du Titre V du Livre I<sup>er</sup> du code, les termes « la direction du Service public de Wallonie en charge de la formation du personnel » sont remplacés par « la Direction des ressources humaines de l'IFAPME » et les termes « le directeur de la formation » sont remplacés par les termes « le directeur des ressources humaines de l'IFAPME ou son délégué ».

**Art. 19.** Pour l'application, à l'IFAPME, de l'article 96, § 1<sup>er</sup>, du code l'agent peut obtenir, avec l'accord de son responsable, une dispense de service pour suivre une formation organisée par l'IFAPME, par le Service public de Wallonie, par l'Ecole d'Administration publique instituée par l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, par FORMAFORM ou par un autre organisme repris à l'annexe XI du code.

**Art. 20.** Pour l'application, à l'IFAPME, de l'article 99 du code, la formation suivie à l'initiative de l'agent a un lien soit avec le métier qu'il exerce à l'IFAPME, soit avec un autre métier qu'il peut exercer à l'IFAPME, au sein du Service public de Wallonie ou d'un autre organisme repris à l'annexe XI du code.

#### CHAPITRE 6. — *Des épreuves de recrutement et de carrière à l'IFAPME*

**Art. 21.** Par dérogation à l'article 111 du code, en ce qui concerne les métiers de référent IFAPME, de conseiller pédagogique, de directeur et de responsable de service Alternance, les programmes de sélection statutaire sont établis par l'Administrateur général.

**Art. 22.** Par dérogation aux articles 110, 111 et 114 du code, il est organisé pour les métiers de référent IFAPME, de conseiller pédagogique, de directeur et de responsable de service Alternance, des sélections statutaires par la Direction des ressources humaines de l'IFAPME en collaboration avec le SELOR ou un agent certifié SELOR dans le respect du présent arrêté.

Les règlements des sélections statutaires sont établis par l'administrateur général de l'IFAPME sur proposition du directeur des ressources humaines et sur avis du SELOR ou d'un agent certifié SELOR. Les modalités pratiques de chaque sélection sont prévues dans le règlement de la sélection. Les épreuves de sélection peuvent être organisées en partie à distance et en partie en présentiel. Dans cette hypothèse, il est garanti un accès pour les candidats qui le souhaitent ou qui ne disposent pas d'un accès à distance.

Le jury est présidé par un agent de rang A4 au moins. Il est également composé d'un agent ou d'un membre du personnel de niveau A issu de la Direction des ressources humaines de l'IFAPME, ainsi que d'un membre issu du SELOR ou certifié par le SELOR. Les membres du jury sont désignés par l'administrateur général de l'IFAPME et en reçoivent la notification écrite.

**Art. 23.** L'article 118 du code doit se lire comme suit pour son application à l'IFAPME et en ce qui concerne les métiers de référent IFAPME et de conseiller pédagogique :

« § 1<sup>er</sup>. Les lauréats des sélections statutaires expriment par écrit, auprès de la Direction des Ressources humaines, leur préférence pour un ou plusieurs emplois déterminés dans un délai de maximum quinze jours. Le délai peut être prolongé par le directeur des Ressources humaines dans certaines circonstances, et notamment durant la période du 15 juillet au 15 août.

Le choix d'emplois des lauréats de sélections statutaires est pris en considération selon leur rang et classement.

Les lauréats qui, par deux fois, renoncent sans se porter candidats à aucun des emplois proposés simultanément perdent le bénéfice de leur rang de classement. Sont exclus de la réserve de recrutement ceux qui, par deux fois, ne répondent pas à une proposition d'emploi.

Les lauréats qui expriment leur préférence pour un ou plusieurs emplois s'engagent à accepter celui qui leur est attribué. Le directeur des ressources humaines de l'IFAPME notifie leur exclusion de la réserve aux lauréats qui, après acceptation, refusent d'entrer en fonction.

Les lauréats communiquent par écrit tout changement d'adresse à la Direction des ressources humaines de l'IFAPME. Toute proposition leur est valablement faite à la dernière adresse indiquée.

§ 2. La Direction des ressources humaines de l'IFAPME a pour missions de gérer les réserves de recrutement et de désigner les lauréats des réserves de recrutement sur des emplois déclarés vacants. ».

CHAPITRE 7. — *De l'évaluation à l'IFAPME*

**Art. 24.** L'article 146, § 1<sup>er</sup>, du code doit se lire pour son application à l'IFAPME comme suit :

« Tous les deux ans, les fonctionnaires généraux de l'IFAPME évaluent les agents de rang A4 qui relèvent de leur autorité respective. Le supérieur hiérarchique de rang A4 au moins évalue les agents de rang A5. Le supérieur hiérarchique de rang A5 au moins évalue les agents de rang A6 qui relèvent de son autorité. Le supérieur hiérarchique de rang A5, A6 ou B1 au moins évalue les agents des niveaux B, C et D qui relèvent de son autorité.

Le fonctionnaire général ou l'agent qui est amené à évaluer possède une évaluation favorable. ».

CHAPITRE 8. — *Du collège des fonctionnaires généraux dirigeants*

**Art. 25.** L'Administrateur général de l'IFAPME fait partie du collège des fonctionnaires généraux dirigeants tel qu'établi aux articles 153 à 157 du code.

CHAPITRE 9. — *De la mise à disposition à l'IFAPME*

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Outre les hypothèses et conditions visées par l'article 445 du code, un agent de l'IFAPME peut être mis à disposition dans le respect de l'article 16 de l'Accord de coopération cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la formation en alternance du 24 octobre 2008, auprès de l'Office francophone de la Formation en Alternance.

Dans le respect de l'article 24 de l'Accord de coopération conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la validation des compétences du 21 mars 2019, un agent de l'IFAPME peut être mis à disposition du Consortium. ».

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'agent mis à disposition conserve l'emploi qu'il occupait dans son service d'origine et peut y faire valoir ses titres à la promotion et à la mutation.

TITRE 3. — *Liste des métiers spécifiques à l'IFAPME*

**Art. 27.** Pour ce qui concerne l'IFAPME, il est créé à l'annexe n° II du code, une section I<sup>er</sup> ter, intitulée « Liste des métiers spécifiques à l'IFAPME », rédigée comme suit :

« Section I<sup>er</sup> ter - Liste des métiers spécifiques à l'IFAPME

Les métiers suivants existent au sein de l'IFAPME :

Niveau	Rang	Métier
A	A5/1 A5/1bis	Avec échelle de traitement A5/1bis, A5/1 suivant le rang : conseiller pédagogique
B	B1/1bis, B2/1 et B3/1	Avec échelle de traitement B1/1bis, B2/1 ou B3/1 suivant le rang : référent IFAPME.

».

TITRE 4. — *Dispositions finales et transitoires*

**Art. 28.** S'il remplit les conditions, l'agent de l'IFAPME qui exerce le métier de conseiller pédagogique à l'entrée en vigueur du présent arrêté peut bénéficier de la carrière prévue à l'article 14, § 2, le premier jour du mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Dans les quinze jours de l'entrée en vigueur de l'arrêté, l'agent formule explicitement par courrier ou par courriel à la Direction des ressources humaines son souhait de ne pas bénéficier de la carrière prévue à l'article 14, § 2. Dès lors, il continue de bénéficier de l'augmentation barémique de 5.141 euros prévue à l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, s'il remplit les conditions suivantes :

- 1° compter une ancienneté de métier de huit ans ;
- 2° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée ;
- 3° justifier d'une évaluation favorable dont les modalités sont définies par le comité de gestion.

Ce montant est rattaché à l'indice pivot 138,01 au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 11, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et 19, 5°, du code, les agents qui occupent la fonction d'encadrement de conseiller en alternance coordinateur de rang B1 liée au grade de premier gradué au sein de l'IFAPME peuvent accéder à la fonction de responsable de service alternance s'ils sont lauréats du processus interne de validation des compétences spécifique organisé à cette fin.

Pour pouvoir s'inscrire au processus de validation des compétences visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les agents possèdent une ancienneté de niveau de six ans reconnue par l'IFAPME à la date de clôture des inscriptions au processus.

§ 2. Afin d'assurer la transition avec le nouveau cadre organique de l'IFAPME faisant évoluer la fonction de conseiller en alternance coordinateur en responsable de service alternance, l'IFAPME est habilitée à organiser un ou plusieurs processus de validation des compétences à la fonction de responsable de service alternance visé au paragraphe 1<sup>er</sup> pendant une période de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Le processus de validation des compétences comporte des épreuves de niveau équivalent à celles prévues dans le cadre du processus de recrutement validées par l'Administrateur général. Le bénéfice de la validation des compétences est acquis définitivement. Les lauréats d'un processus de validation des compétences sont classés dans une réserve unique suivant les résultats obtenus. Toutefois, les lauréats d'un processus de validation des compétences dont le procès-verbal a été clos à une date antérieure sont prioritaires.

§ 4. Lors de la vacance de tout emploi de responsable de service alternance, les réserves sont consultées de manière prioritaire avant toute application de l'article, 7, § 2, du présent arrêté.

**Art. 30.** Les agents titulaires du métier réfèrent IFAPME, recrutés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient de la carrière plane pour les promotions du rang B3 vers le rang B2 et du rang B2 vers le rang B1, aux conditions suivantes :

1° compter une ancienneté de métier de quatre années pour la promotion du rang B3 vers le rang B2 et huit années d'ancienneté de métier au rang B2 dans le métier considéré pour la promotion du rang B2 vers le rang B1 ;

2° ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive et non radiée ;

3° justifier d'une évaluation favorable.

Les agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas comptabilisés dans le total des agents pour déterminer le nombre d'emplois de promotion tel que prévu par l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne.

**Art. 31.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant le statut des agents de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises est abrogé.

**Art. 32.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2023.

**Art. 33.** Le Ministre qui a l'IFAPME dans ses attributions et le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 novembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48517]

**23 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Waalse regering houdende het statuut van de personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituuut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een " Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises " (Waal instituuut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), artikel 17, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende het statuut van de personeelsleden van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituuut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)

Gelet op het rapport van 4 april 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 april 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juni 2023;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", gegeven op 21 juni 2023;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 846 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 8 september 2023;

Gelet op advies nr. 74.517/4 van de Raad van State, gegeven op 19 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van het IFAPME en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### TITEL 1. — Algemeenheden

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de code: het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

2° het "IFAPME" : het "Institut wallon de formation en Alternance et des Indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waal instituuut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), opgericht bij het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises";

3° FORMAFORM : het multipartnercentrum voor de ontwikkeling van de competenties van beroepsbeoefenaars op het gebied van oriëntatie, opleiding, sociaal-professionele inschakeling en validatie van competenties opgericht door het samenwerkingsakkoord gesloten op 10 maart 2022 tussen de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest;

4° de dienst alternerende opleidingen: de dienst die door IFAPME wordt georganiseerd en die informatie, begeleiding, hulpmiddelen en ondersteuning biedt aan leerlingen en bedrijven tijdens de hele opleiding, ook voor en na de opleiding;

5° de verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding: de medewerker A5/1, eerste attaché, belast met de in lid 2 vermelde opdrachten;

6° de IFAPME-referent-assistent: de medewerker die verantwoordelijk is voor de opdrachten vermeld in lid 3;

7° de "IFAPME-referent: de medewerker die verantwoordelijk is voor de opdrachten vermeld in lid 4;

8° de pedagogisch adviseur: de medewerker die verantwoordelijk is voor de opdrachten vermeld in lid 5;

9° de anciënniteit in het beroep: de effectieve diensttijd die het personeelslid op statutaire of contractuele basis en zonder vrijwillige onderbreking in het betrokken beroep heeft volbracht;

10° de overplaatsing: de overplaatsing in de zijn van artikel 71 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

11° de interne overplaatsing binnen IFAPME: de overplaatsing van een contractueel personeelslid van een bepaald beroep naar éénzelfde beroep in een nieuwe geografische bestemming binnen IFAPME op hetzelfde niveau;

12° relevante beroepservaring: beroepservaring opgedaan in de sector(en) waarin de vacature zich situeert;

13° de instelling: de instelling waarop decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, van toepassing is;

14° SELOR-gecertificeerd personeelslid : personeelslid dat het door SELOR bepaalde certificeringstraject heeft gevolgd, waardoor de instelling haar selecties kan uitvoeren in de zin van artikel 42 van het koninklijk besluit houdende het statuut van het rijkspersoneel

De verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen is verantwoordelijk voor de coördinatie en het beheer van alle personeelsleden van de dienst(en) alternerende opleidingen die onder zijn verantwoordelijkheid valt (vallen) en voor de organisatie en de ontwikkeling van de activiteit en de middelen van het betrokken team om een kwaliteitsvolle dienst alternerende opleidingen te garanderen en de doelstellingen van IFAPME te bereiken. Hij werkt samen met de andere diensten en directies van IFAPME en de IFAPME-opleidingscentra en zorgt ervoor dat de opdrachten van de dienst alternerende opleidingen en de opdrachten van IFAPME-opleidingscentrum op het gebied van het beheer van de alternerende opleidingen worden geoptimaliseerd.

De IFAPME referent-assistent is verantwoordelijk voor het ondersteunen van de IFAPME referent in zijn opdrachten door het bieden van een ontvangstdienst als onderdeel van een dynamisch netwerk, het communiceren van eerstelijns informatie en het zorgen voor een passende opvolging, waarbij de kwaliteit en traceerbaarheid van informatie wordt gegarandeerd.

De IFAPME referent is verantwoordelijk voor het verwelkomen, informeren, ondersteunen en begeleiden van de leerling tijdens zijn opleiding. Het garandeert de kwaliteit van de alternerende opleiding en fungeert als link en tussenpersoon tussen het IFAPME-opleidingscentrum, het bedrijf en de leerling. De IFAPME-referent helpt leerlingen om het niveau van beroepskwalificatie en certificering te bereiken dat ze nastreven, om hun sociale en professionele integratie of de implementatie van hun ondernemersproject te bevorderen. Hij is ook verantwoordelijk voor het informeren, begeleiden en ondersteunen van de partnerondernemingen van de opleiding en in het bijzonder van de begeleiders;

De pedagogisch adviseur is verantwoordelijk voor het opstellen en bijwerken van opleidings- en beoordelingsnormen die voldoen aan de vaardigheidsbehoeften van leerlingen, bedrijven en organisaties, en voor het bijdragen aan en bewaken van de kwaliteit van opleidingen in de beroepssectoren waarvoor hij verantwoordelijk is, met inbegrip van de vaardigheden van opleiders en de kwaliteit van apparatuur. Hij houdt technische, technologische, regelgevende en milieuontwikkelingen in de gaten met het oog op het bijwerken van opleidings- en beoordelingsnormen. Het biedt ondersteuning aan degenen die betrokken zijn bij opleiding om hen te helpen het programma uit te voeren en eventuele problemen op te lossen. Hij draagt bij aan de ontwikkeling en promotie van de betrokken sectoren. Hij ziet erop toe dat de geldende regelgeving met betrekking tot het "IFAPME" en zijn opdrachten wordt toegepast.

**Art. 2.** Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen die voorzien in afwijkingen of specifieke toepassingsvoorwaarden in dit besluit, is de code van toepassing op werknemers en stagiairs van IFAPME.

**Art. 3.** De bepalingen waarmee de Regering de bepalingen van de Code wijzigt, aanvult of vervangt, zijn automatisch van toepassing op de personeelsleden en stagiairs van IFAPME, tenzij ze afbreuk doen aan de bepalingen die voorzien in afwijkingen of specifieke procedures in dit besluit.

**Art. 4.** Voor de toepassing van de Code op IFAPME worden de woorden in de Code in de linkerkolom vervangen door de woorden ertegenover in de rechterkolom, als volgt:

Gewest	IFAPME
Waalse Overheidsdienst	IFAPME
Diensten van de Regering	IFAPME
Secretaris-generaal	Administrateur generaal
Regering of Minister in de bepalingen die hun geen reglementaire bevoegdheid toewijzen en met uitzondering van de bevoegdheden die aan de Regering en de Minister zijn toegewezen krachtens boek II van de Code betreffende de mandaatregeling van de ambtenaren-generaal inzake de mandaten van administrateur-generaal	Beheerscomité

De in lid 1 bedoelde woordvervangingen zijn niet van toepassing op de bepalingen van titel VI van Boek 1 van de code, behoudens de artikelen 21 tot en met 23 van dit besluit.

**Art. 5.** Artikel 305, § 1 van de code is niet van toepassing op IFAPME.



TITEL 2. — *Bijzondere bepalingen*HOOFDSTUK 1. — *Het statuut van de personeelsleden van IFAPME*

**Art. 6.** In afwijking van artikel 9 van de Code kan aanwerving voor het “IFAPME” plaatsvinden :

1° voor de functies van directeur en leidinggevende functies van eerste attaché of verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen;

2° rechtstreeks naar rang B2, voor functies die verband houden met het beroep IFAPME referent, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 9, § 4;

3° rechtstreeks naar rang A5, voor functies die verband houden met het beroep pedagogisch adviseur, zoals omschreven in artikel 9, § 2.

**Art. 7. § 1.** « In afwijking van artikel 14, § 1, van de Code en onverminderd het recht voor de overheid om de betrekking in te vullen door reffectatie van ambtswege, door mutatie van ambtswege of door interne of externe mobiliteit van ambtswege, wordt voor IFAPME een vacante betrekking van directeur achtereenvolgens ingevuld door :

1° overplaatsing op verzoek van een personeelslid van dezelfde rang dat behoort tot de organieke personeelsformatie waar het ambt vacant is, en bevordering door verhoging in graad van een personeelslid dat behoort tot de organieke personeelsformatie waar het ambt vacant is;

2° bevordering door verhoging in graad van een personeelslid vanuit een andere personeelsformatie dan dat van IFAPME en zijn organigrammen, interne of externe mobiliteit;

3° werving overeenkomstig artikel 6, eerste lid.

§ 2. In afwijking van artikel 14, § 2, van de code en onder voorbehoud van het recht van de overheid om de betrekking door ambtshalve overplaatsing in te vullen, wordt voor IFAPME een vacature voor een leidinggevende functie van eerste attaché of dienstverantwoordelijke ingevuld door:

1° overplaatsing en bevordering door verhoging in graad van een personeelslid dat behoort tot de organieke personeelsformatie waar de betrekking vacant is, ;

2° bevordering door verhoging in graad van een personeelslid vanuit een andere personeelsformatie dan dat van IFAPME en zijn organigrammen, interne of externe mobiliteit;

3° werving overeenkomstig artikel 6, eerste lid.

**Art. 8. § 1.** In afwijking van artikel 15, van de Code, voor het beroep van pedagogische adviseur en onverminderd het recht voor de overheid om de betrekking in te vullen door overplaatsing van ambtswege, wordt voor IFAPME een vacante betrekking achtereenvolgens ingevuld door :

1° overplaatsing;

2° werving.

§ 2. In afwijking van artikel 15, van de Code, voor het beroep van IFAPME-referent en onverminderd het recht voor de overheid om de betrekking in te vullen door overplaatsing van ambtswege, wordt een vacante betrekking achtereenvolgens ingevuld door :

1° interne overplaatsing binnen IFAPME

2° werving overeenkomstig artikel 6, eerste lid.

§ 3. In afwijking van artikel 15, van de Code, voor het beroep van IFAPME-referent-assistent en onverminderd het recht voor de overheid om de betrekking in te vullen door overplaatsing van ambtswege, wordt een vacante betrekking achtereenvolgens ingevuld door :

1° interne overplaatsing binnen IFAPME

2° werving.

HOOFDSTUK 2. — *Werving bij IFAPME*

**Art. 9. § 1.** In afwijking van artikel 19, eerste lid, 5° van de code, moet de kandidaat, om te worden aangeworven in de graad van directeur, voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau A, overeenkomstig bijlage III bij de Code ;

2° acht jaar relevante beroepservaring hebben.

§ 2 In afwijking van artikel 19, eerste lid, 5°, van de code, moet de kandidaat, om te worden aangeworven in het beroep van pedagogisch adviseur van rang A5, voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau A, overeenkomstig bijlage III bij de Code ;

2° vier jaar beroepservaring hebben in de sector of sectoren waarin de vacature zich situeert;

3° houder zijn van één van de volgende of gelijkwaardige diploma's:

a) diploma van geaggregeerde voor het lager of hoger secundair onderwijs;

b) diploma leraar basisonderwijs ;

c) getuigschrift pedagogische bekwaamheid;

d) getuigschrift pedagogische bekwaamheid geschikt voor het hoger onderwijs;

e) pedagogisch getuigschrift afgegeven of erkend door IFAPME of FORMAFORM.

§ 3 Om te worden aangeworven voor de functie van verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen van rang A5 moet de kandidaat in het bezit zijn van een diploma of getuigschrift van studies dat toegang geeft tot niveau A, overeenkomstig bijlage III van de code.

Naast de algemene toelaarbaarheidsvoorwaarden van artikel 19, lid 1, van de Code en de voorwaarden van lid 1, moeten de kandidaten kunnen aantonen dat zij beschikken over zes jaar relevante beroepservaring, dat wil zeggen ervaring op het gebied van teambegeleiding of het beheer van zaken of activiteiten die verband houden met socioprofessionele inschakeling, sociale actie, opleiding of coaching.

§ 4 Om aangeworven te worden als IFAPME referent van rang B3 moet de kandidaat houder zijn van :

1° hetzij, een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau B, overeenkomstig bijlage III bij de Code ;

2° hetzij, een diploma of studiegetuigschrift dat toegang geeft tot niveau C, in overeenstemming met bijlage III bij de Code, samen met zes jaar anciënniteit als IFAPME-referent-assistent.

Naast de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden van artikel 19, lid 1, van de Code en de voorwaarden van lid 1, moet de kandidaat, om rechtstreeks te worden aangeworven in rang B2 van het beroep van IFAPME referent, aantonen dat hij beschikt over relevante beroepservaring, die is opgedaan op het gebied van opleiding onderwijs, socioprofessionele inschakeling, begeleiding van personen in opleiding of beroepskeuzevoorlichting, van vier jaar, indien hij houder is van een diploma of een studiegetuigschrift of een andere kwalificatie met betrekking tot niveau B volgens de tabel in bijlage III van de Code.

Het vorige lid is niet van toepassing op de kandidaten bedoeld in paragraaf 4, 2° van dit artikel.

#### HOOFDSTUK 3. — *Stage bij IFAPME*

**Art. 10.** Voor de toepassing van artikel 23*bis* van de Code op IFAPME-stagiairs is de Directie Human Resources van IFAPME exclusief verantwoordelijk voor de uitvoering van de volgende opdrachten:

1° het evalueren en opvolgen van IFAPME-stagiairs, ter ondersteuning van de begeleiders van de stagiairs;

2° toezicht houden, met de steun en de hulp van de stagemeeesters, op de stagiairs voor wiens evaluatie en opvolging hij verantwoordelijk is;

3° binnen IFAPME en na goedkeuring door het Beheerscomité, de stagemeeesters aanduiden die instaan voor de goede integratie en opvolging van de stagiairs.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Voor de toepassing van artikel 24, § 1, van de Code op IFAPME-stagiairs worden de evaluatieverslagen voor stagiairs van niveau A en B gezamenlijk opgesteld door het personeelslid van ten minste rang A4 aan wie de stagiair rapporteert en de directeur Human Resources van IFAPME of zijn afgevaardigde, die wordt benoemd onder de personeelsleden van de Directie Human Resources.

Evaluatieverslagen over A4-stagiairs worden gezamenlijk opgesteld door de Administrateur-generaal en, indien van toepassing, door het personeelslid van rang A3 onder wie de stagiair valt.

Evaluatierapporten over stagiairs van rang A5 worden gezamenlijk opgesteld door het personeelslid van rang A4 onder wie de stagiair valt en door de directeur human resources van de Instelling of zijn afgevaardigde.

§ 2 Voor de toepassing van artikel 24, § 2 van de Code op stagiairs bij IFAPME worden de evaluatieverslagen voor stagiairs van niveau C en D opgesteld door het personeelslid van rang A4 of hoger onder wie de stagiair valt.

Het personeelslid van rang A4 of hoger stuurt de evaluatierapporten naar de directeur human resources van IFAPME.

De Directeur Human Resources van IFAPME zal de personeelsleden bijstaan die verantwoordelijk zijn voor de evaluatie van stagiairs van niveau C en D.

**Art. 12.** Voor de toepassing van artikel 28 van de Code op IFAPME-stagiairs kan het directiecomité, wanneer uit ten minste één van de twee stageverslagen blijkt dat de stagiair aan de stage niet voldoet, vóór het einde van de stage :

1° beslissen de stage te verlengen met maximaal de helft van de oorspronkelijke duur van de stage;

2° beslissen over een overplaatsing binnen de organieke personeelsformatie;

3° aan het Directiecomité, dat zal beslissen, voorstellen om de stagiair per aangetekende brief van zijn ontslag in kennis te stellen.

Als de stage wordt verlengd, moet uiterlijk een maand voor het einde van de stage een aanvullend schriftelijk verslag worden ingediend bij het directiecomité.

Een overplaatsing betekent automatisch een verlenging van de stage, die niet langer mag zijn dan de helft van de oorspronkelijke stageperiode.

**Art. 13.** § 1. In afwijking van artikel 29 van de Code wordt een IFAPME stagecommissie opgericht, die als volgt is samengesteld:

1° de ambtenaren-generaal van IFAPME of hun afgevaardigde;

2° de directeur Human Resources;

3° het personeelslid van rang A4 of hoger onder wie de stagiair valt.

De administrateur-generaal neemt het voorzitterschap van de Commissie waar.

§ 2 De directeur human resources van IFAPME kan de zaak voorleggen aan de Commissie als uit de evaluatierapporten blijkt dat de stagiair niet voldoet aan de stage.

Na de stagiair gehoord te hebben, kan de commissie besluiten de stage te verlengen of de stagiair over te plaatsen.

Na de stagiair te hebben gehoord, kan de commissie voorstellen dat het beheerscomité de stagiair ontslaat.

De administrateur-generaal stelt de stagiair onverwijld per aangetekende brief in kennis van het voorgestelde ontslag.

De stagiair kan beroep aantekenen bij de kamer van beroep als bedoeld in artikel 186 van de Code.

Het beheerscomité neemt een beslissing binnen veertig dagen na ontvangst van het advies van de kamer van beroep, dat is uitgebracht binnen de in artikel 200 van de Code genoemde termijnen.

Als er binnen deze termijn geen beslissing wordt genomen, wordt de stagiair geacht een gunstige beslissing te hebben ontvangen.

CHAPITRE 4. — *Loopbaan bij IFAPME*

**Art. 14.** § 1. Wat het beroep van IFAPME-referent betreft, wordt, in afwijking van artikel 49, § 1, eerste lid van de Code, een personeelslid bevorderd door verhoging in graad tot de graad van eerstaanwezend gegradueerde als hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° een beroepsanciënniteit hebben van minstens vier jaar;
- 2° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 3° het bewijs leveren van een gunstige evaluatie.

In afwijking van artikel 56, § 2, eerste lid, van de code, wordt het personeelslid door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschaal B1/1bis, als hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

- 1° een beroepsanciënniteit hebben van minstens acht jaar in rang B2;
- 2° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 3° het bewijs leveren van een gunstige evaluatie.

§ 2 Voor het beroep van pedagogisch adviseur bij IFAPME wordt, in afwijking van artikel 56, § 1, tweede lid, van de Code, wordt het personeelslid door verhoging in weddeschaal bevorderd tot de weddeschaal A5/1bis, als hij aan de volgende voorwaarden voldoet:

- 1° een beroepsanciënniteit hebben van minstens acht jaar;
- 2° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 3° het bewijs leveren van een gunstige evaluatie.

**Art. 15.** § 1. In afwijking van artikel 71 van de Code vinden de interne overplaatsingen binnen IFAPME plaats op verzoek van het personeelslid dat zich kandidaat voor een betrekking heeft gesteld. De oproep tot de kandidaten voor een interne overplaatsing binnen IFAPME wordt per e-mail verstuurd door de Directie Human Resources van de instelling. De oproep tot de kandidaten kan niet worden gestart tussen 1 juli en 31 augustus.

De kandidaturen voor een functie moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° worden ingediend binnen tien dagen na de dag van bekendmaking van de oproep tot het indienen van kandidaturen;
- 2° als het om meer dan één functie gaat, de volgorde van voorkeur van het kandidaat-personeelslid vermelden;
- 3° zijn motivering geven.

§ 2. De interne overplaatsing binnen IFAPME op verzoek van het personeelslid wordt beslist door de administrateur-generaal op eensluidend gemotiveerd advies van het directiecomité, dat zich baseert op de motivatie van de kandidaat en de geschiktheid van het profiel voor de functie.

§ 3 Het personeelslid mag geen interne overplaatsing binnen IFAPME genieten vóór een termijn van twee jaar vanaf de datum van toewijzing van elke geografische bestemming.

HOOFDSTUK 5. — *Vorming bij de "IFAPME"*

**Art. 16.** In aanvulling op de bepalingen van artikel 88 van de Code, heeft IFAPME een Directie human resources met de volgende bevoegdheden:

- 1° de IFAPME-stagiairs evalueren en opvolgen, met de steun van de bevoegde verantwoordelijken, en hun administratieve dossiers beheren;
- 2° op eigen initiatief of op vraag van de IFAPME-directies specifieke opleidingen organiseren, op basis van het akkoord gegeven door het directiecomité van IFAPME;
- 3° in het kader van de loopbaanontwikkeling van het personeel, in overleg met het personeelslid van rang A3 onder wie de betrokken personeelsleden vallen, opleidingen ontwerpen en uitvoeren voor de beroepen van IFAPME-referent, pedagogische adviseur en IFAPME-referent-assistent;
- 4° het ontwerpen en uitvoeren van opleidingen voor het stageprogramma voor de beroepen IFAPME-referent, pedagogisch adviseur en IFAPME-referent-assistent;
- 5° met de goedkeuring van het directiecomité opleidingen voor loopbaanontwikkeling voor dienstverantwoordelijken ontwerpen en uitvoeren.

**Art. 17.** Naast de bepalingen van artikel 90 van de Code, voert de directeur human resources van IFAPME de opleidingsprogramma's uit die specifiek zijn voor IFAPME en superviseert hij de stagiairs, ter ondersteuning van de begeleiders van de stagiairs. Hij zorgt voor deze begeleiding van stagiairs ter ondersteuning van de stagemeeesters, die ervoor zorgen dat de stagiair goed wordt geïntegreerd en gecontroleerd.

**Art. 18.** Voor de toepassing op IFAPME van titel V, hoofdstuk II, van boek I van de Code worden de woorden "de directie van de Waalse Overheidsdienst belast met de opleiding van het personeel" vervangen door "de directie human resources van IFAPME en worden de woorden "de vormingsdirecteur" vervangen door "de directeur human resources van IFAPME of zijn afgevaardigde".

**Art. 19.** Voor de toepassing, bij IFAPME, van artikel 96, § 1, van de Code, kan een personeelslid, met instemming van zijn verantwoordelijke, een dienstvrijstelling bekomen om een opleiding te volgen georganiseerd door IFAPME, door de Waalse Overheidsdienst, door de Openbare bestuurschool opgericht bij het samenwerkingsovereenkomst van 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest, door FORMAFORM of door een andere instelling vermeld in bijlage XI van de Code.

**Art. 20.** Voor de toepassing, bij "IFAPME", van artikel 99 van de Code, houdt de op initiatief van het personeelslid gevolgde opleiding verband met ofwel het beroep dat hij bij IFAPME uitoefent, ofwel een ander beroep dat hij bij "IFAPME" kan uitoefenen, binnen de Waalse Overheidsdienst of een andere instelling vermeld in Bijlage XI van de Code.

CHAPITRE 6. — *Wervings- en loopbaanproeven bij IFAPME*

**Art. 21.** In afwijking van artikel 111 van de Code worden de statutaire selectieprogramma's voor de functies van IFAPME-referent, pedagogisch adviseur, directeur en verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding opgesteld door de Administrateur-generaal.

**Art. 22.** In afwijking van de artikelen 110, 111 en 114 van de Code organiseert de Directie human resources van IFAPME, in samenwerking met SELOR of een SELOR-gecertificeerd personeelslid, statutaire selecties voor de beroepen van IFAPME-referent, pedagogisch adviseur, directeur en verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding, met inachtneming van dit besluit.

De reglementen voor de statutaire selecties worden opgesteld door de Administrateur-generaal van IFAPME op voorstel van de Directeur human resources en op advies van de SELOR of een SELOR-gecertificeerd personeelslid. De praktische details van elke selectie worden beschreven in de selectiereglementen. De selectieproeven kunnen gedeeltelijk op afstand en gedeeltelijk face-tot-face worden georganiseerd. In dit geval is toegang gegarandeerd voor kandidaten die dat willen of die geen toegang op afstand hebben.

De jury wordt voorgezeten door een personeelslid van rang A4 of hoger. Het bestaat ook uit een personeelslid van niveau A uit de Directie human resources van IFAPME en een lid van SELOR of een door SELOR gecertificeerd lid. De juryleden worden aangewezen door de administrateur-generaal van IFAPME en ontvangen schriftelijk bericht van hun aanwijzing.

**Art. 23.** Artikel 118 van de Code moet als volgt worden gelezen voor de toepassing ervan op IFAPME en met betrekking tot de beroepen van IFAPME-referent en pedagogisch adviseur:

“§ 1. De geslaagden van statutaire selecties maken hun voorkeur voor één of meerdere welbepaalde betrekkingen tijdens een termijn van vijftien dagen kenbaar aan de Directie human resources.. De termijn wordt onder bepaalde omstandigheden en met name gedurende de periode tussen 15 juli en 15 augustus door de directeur human resources verlengd.

Er wordt met de keuze van betrekkingen van de geslaagden van statutaire selecties volgens hun rang in de rangschikking rekening gehouden

De geslaagden die twee keer weigeren maar zich niet kandidaat stellen voor de tegelijk aangeboden betrekkingen, verliezen het voordeel van hun rang in de rangschikking. De geslaagden die twee keer opeenvolgend niet ingaan op een aanbod voor betrekkingen worden uit de wervingsreserve uitgesloten

Die laureaten die hun voorkeur voor één of meerdere betrekkingen kenbaar maken, verbinden zich ertoe de hen toegekende betrekking te aanvaarden. De directeur human resources van IFAPME deelt hun uitsluiting uit de reserve mee aan de geslaagden die na die aanvaarding weigeren om hun ambt op te nemen

De geslaagden delen elke adresverandering mee aan de Directie human resources van IFAPME. Elk aanbod wordt hen rechtsgeldig overgemaakt op het laatst opgegeven adres.

§ 2. De Directie human resources van IFAPME heeft als opdrachten het beheer van de wervingsreserves en de aanwijzing van de geslaagden uit de wervingsreserves in vacant verklaarde betrekkingen.

HOOFDSTUK 7. — *Evaluatie bij IFAPME*

**Art. 24.** Artikel 146, § 1, van de Code moet in zijn toepassing op IFAPME als volgt worden gelezen:

“Om de twee jaar evalueren de ambtenaren-generaal van IFAPME de personeelsleden van rang A4 die onder hun gezag vallen. De hiërarchische meerdere van rang A4 of hoger evalueert het personeelslid van rang A5. De hiërarchische meerdere van rang A5 of hoger evalueert het personeelslid van rang A6 dat onder zijn gezag valt. De hiërarchische meerdere van rang A5, A6 of B1 evalueert de personeelsleden van de niveaus B, C en D die onder zijn gezag vallen.

De ambtenaar-generaal of het personeelslid die de evaluatie uitvoert, moet een gunstige evaluatie gekregen hebben.”.

HOOFDSTUK 8. — *College van de leidende ambtenaren-generaal.*

**Art. 25.** De administrateur-generaal van IFAPME is lid van het college van de leidende ambtenaren-generaal zoals bepaald in de artikelen 153 tot 157 van de Code.

HOOFDSTUK 9. — *Terbeschikkingstelling bij IFAPME*

**Art. 26.** § 1. Naast de gevallen en voorwaarden vermeld in artikel 445 van de Code, kan een werknemer van IFAPME ter beschikking gesteld worden van het “Office francophone de la formation en alternance” (Franstalige dienst alternerende opleiding), overeenkomstig artikel 16 van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

In overeenstemming met artikel 24 van het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 betreffende de validering van de vaardigheden, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, kan een personeelslid van IFAPME ter beschikking worden gesteld van het Consortium.”.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1 kan de ter beschikking gestelde ambtenaar de betrekking die hij in zijn oorspronkelijke dienst bekleedde, behouden. Daar kan hij zijn aanspraak op bevordering en mutatie doen gelden.

TITEL 3. — *Lijst van beroepen die specifiek zijn voor IFAPME*

**Art. 27.** Met betrekking tot IFAPME wordt in bijlage II bij de code een afdeling I ter gecreëerd met de titel “Lijst van beroepen die specifiek zijn voor IFAPME”, die als volgt wordt geformuleerd:

“Afdeling I ter - Lijst van beroepen die specifiek zijn voor IFAPME

De volgende beroepen kunnen binnen “IFAPME” uitgeoefend worden:

Niveau	Rang	Beroep
A	A5/1 A5/1bis	Met loonschaal A5/1bis, A5/1 volgens de rang : pedagogisch adviseur
B	B1/1bis, B2/1 en B3/1	Met loonschaal B1/1bis, B2/1 of B3/1 volgens de rang: IFAPME-referent.

“.

TITEL 4. — *Slot- en overgangsbepalingen*

**Art. 28.** Indien hij aan de voorwaarden voldoet, kan het IFAPME-personeelslid dat op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit als pedagogisch adviseur werkt, genieten van het loopbaantraject voorzien in artikel 14, § 2, op de eerste dag van de maand die volgt op de inwerkingtreding van dit besluit.

Binnen vijftien dagen na de inwerkingtreding van het besluit deelt het personeelslid uitdrukkelijk per brief of per e-mail aan de dienst human resources mee dat hij niet wenst te genieten van de loopbaan voorzien in artikel 14, § 2. Hij blijft dus genieten van de schaalverhoging van 5.141 euro voorzien in artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende het statuut van de personeelsleden van het “Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden:

- 1° acht jaar beroepsanciënniteit tellen;
  - 2° niet het voorwerp uitmaken van een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie.
  - 3° het bewijs leveren van een gunstige beoordeling, waarvan de details worden bepaald door het beheerscomité.
- Dit bedrag wordt verbonden aan de spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

**Art. 29.** § 1. In afwijking van de artikelen 11, § 4, eerste lid, en 19, 5°, van de Code, kunnen personeelsleden die de functie van leidinggevende adviseur alternerende opleidingen coördinator van rang B1 bekleden verbonden aan de graad van eerste gegradueerde binnen IFAPME toegang krijgen tot de functie van verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding indien ze slagen in het specifieke interne proces van validering van de vaardigheden dat voor dit doel wordt georganiseerd.

Om zich te kunnen registreren voor het in lid 1 bedoelde proces voor de validering van vaardigheden, moeten personeelsleden op de uiterste datum voor registratie voor het proces een door IFAPME erkende anciënniteit van zes jaar hebben.

§ 2 Met het oog op de overgang naar de nieuwe organieke personeelsformatie van IFAPME, waarbij de functie van adviseur alternerende opleidingen coördinator zal evolueren naar verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding, is IFAPME gemachtigd om gedurende een periode van vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit een of meer processen voor de validering van de vaardigheden voor de functie van verantwoordelijke van de dienst alternerende opleiding, zoals bedoeld in paragraaf 1, te organiseren.

§ 3 Het proces voor de validering van de vaardigheden omvat tests van een soortgelijk niveau als die in het aanwervingsproces, gevalideerd door de Administrateur-generaal. Het voordeel van de succesvolle voltooiing van de validering van de vaardigheden wordt permanent verworven. Succesvolle kandidaten in een proces voor de validering van vaardigheden worden op basis van hun resultaten in één reserve gerangschikt. Geslaagde kandidaten van een proces voor de validering van de vaardigheden waarvan de notulen op een eerdere datum zijn afgesloten, krijgen echter voorrang.

§ 4. Bij het ontstaan van een vacature voor een functie van verantwoordelijke van de dienst alternerende opleidingen worden deze reserves prioritair geraadpleegd vóór elke toepassing van artikel 7, § 2, van dit besluit.

**Art. 30.** De personeelsleden die het beroep IFAPME-referent bekleden en die zijn aangeworven vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, komen in aanmerking voor de vlakke loopbaan voor de bevordering van rang B3 naar rang B2 en van rang B2 naar rang B1, onder de volgende voorwaarden:

- 1° vier jaar beroepsanciënniteit voor de bevordering van rang B3 naar rang B2 en acht jaar beroepsanciënniteit op rang B2 in het beroep in kwestie voor de bevordering van rang B2 naar rang B1 ;
- 2° niet getroffen zijn door een definitieve en niet-geschrapte tuchtsanctie;
- 3° het bewijs leveren van een gunstige evaluatie.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden worden niet meegeteld in het totale aantal personeelsleden voor het bepalen van het aantal bevorderingsbetrekkingen zoals bepaald in artikel 42 van het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012 tot wijziging van verscheidene bepalingen betreffende de Waalse Ambtenarencode.

**Art. 31.** Het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 houdende het statuut van de personeelsleden van het “Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises” (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen) wordt opgeheven

**Art. 32.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 2023.

**Art. 33.** De Minister bevoegd voor "IFAPME" en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 november 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/48156]

#### 14 DECEMBER 2023. — Ordonnantie tot vereenvoudiging van de regels inzake toegang tot het beroep (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 1 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 2005, wordt een punt 2°/1 ingevoegde, luidende:

«2°/1 onderneming: elke organisatie bedoeld in artikel I.1, 1°, van het Wetboek van Economisch Recht die onderworpen is aan de verplichting zich in te schrijven in de Kruispuntbank van Ondernemingen overeenkomstig artikel III.16 van het Wetboek van Economisch Recht;».

**Art. 3.** In artikel 2, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 4 juli 2005, worden de woorden "handelaar buiten de vestigingen vermeld in zijn inschrijving" vervangen door de woorden "onderneming buiten haar vestigingseenheden ingeschreven".

**Art. 4.** Artikel 3 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 4 juli 2005 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006, wordt vervangen als volgt:

«Art. 3. De onderneming die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een ambulante activiteit uitoefent ten huize van de consument beschikt over een voorafgaande vergunning, afgeleverd door een erkend ondernemingsloket bedoeld in artikel III.59 van het Wetboek van Economisch Recht.

Het ondernemingsloket levert de vergunning af als de onderneming natuurlijke persoon of, in het geval van een rechtspersoon of organisatie zonder rechtspersoonlijkheid, de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijks bestuur van de onderneming in België niet door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak veroordeeld is voor een van de misdrijven, vermeld in boek 2, titel VIII, hoofdstuk I, I/1, IIIquater, IV, IVter en VI, en titel IX, hoofdstuk I en II, van het Strafwetboek, en in het buitenland niet veroordeeld is wegens een feit dat overeenstemt met de kwalificatie van een van die misdrijven. Deze voorwaarde is niet van toepassing als de veroordeling voorwaardelijk is en de betrokkene het voordeel van het uitstel niet heeft verloren of als de betrokkene genade heeft verkregen of werd veroordeeld bij eenvoudige schuldverklaring.

De vergunning heeft een hernieuwbare geldigheidsduur van vijf jaar. Ze vervalt van rechtswege als de betrokkene niet meer voldoet aan de voorwaarde bepaald in het tweede lid.

De onderneming ziet erop toe dat de natuurlijke personen die voor haar rekening de ambulante activiteit uitoefenen ten huize van de consument voldoen aan de voorwaarde bepaald in het tweede lid.

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/48156]

#### 14 DECEMBRE 2023. — Ordonnance simplifiant les règles en matière d'accès à la profession (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, modifié par la loi du 4 juillet 2005, il est inséré un point 2°/1 rédigé comme suit:

«2°/1 entreprise: toute organisation visée à l'article I.1, 1°, du Code de droit économique soumise à l'obligation de s'inscrire à la Banque-Carrefour des Entreprises conformément à l'article III.16 du Code de droit économique;».

**Art. 3.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 4 juillet 2005, les mots «un commerçant en dehors des établissements mentionnés dans son immatriculation» sont remplacés par les mots «une entreprise en dehors de ses unités d'établissement inscrites».

**Art. 4.** L'article 3 de la même loi, remplacé par la loi du 4 juillet 2005 et modifié par la loi du 20 juillet 2006, est remplacé par ce qui suit:

«Art. 3. L'entreprise qui exerce une activité ambulante au domicile du consommateur en Région de Bruxelles-Capitale dispose d'une autorisation préalable, délivrée par un guichet d'entreprises agréé tel que visé à l'article III.59 du Code de droit économique.

Le guichet d'entreprises délivre l'autorisation si l'entreprise personne physique ou, dans le cas d'une personne morale ou d'une organisation sans personnalité juridique, la personne physique chargée de la gestion journalière de l'entreprise n'a pas été condamnée en Belgique par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une des infractions visées au livre 2, titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, I/1, IIIquater, IV, IVter et VI, et titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, et n'a pas été condamnée à l'étranger pour un fait correspondant à la qualification de l'une de ces infractions. Cette condition ne s'applique pas en cas de condamnation avec sursis et si l'intéressé n'a pas perdu le bénéfice du sursis ou si l'intéressé a été gracié ou a été condamné par simple déclaration de culpabilité.

L'autorisation a une durée de validité renouvelable de cinq ans. Elle expire de plein droit si l'intéressé ne remplit plus la condition prévue à l'alinéa 2.

L'entreprise veille à ce que les personnes physiques qui exercent pour son compte l'activité ambulante au domicile du consommateur remplissent la condition prévue à l'alinéa 2.